Somaliland et Soudan du Sud : créations d'États et identité(s) nationale(s), entre reconfigurations et statu quo

States and National Identity Shaping in Somaliland and South Sudan: between redefinition and status quo

Géraldine Pinaudt et Nathalie Coste

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/4102>

DOI : 10.4000/ema.4102

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 83-109

ISBN : 9782900956014

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Géraldine Pinaudt et Nathalie Coste, « Somaliland et Soudan du Sud : créations d'États et identité(s) nationale(s), entre reconfigurations et statu quo », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 15 juin 2020, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/4102> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.4102>

**SOMALILAND ET SOUDAN DU SUD : CRÉATIONS
D'ÉTATS ET IDENTITÉ(S) NATIONALE(S),
ENTRE RECONFIGURATIONS ET STATU QUO**

RÉSUMÉ

L'ébranlement des frontières au Moyen-Orient et au Sahel a commencé bien avant 2011 si l'on considère que le Somaliland et le Soudan du Sud appartiennent à l'ensemble géopolitique du Grand Moyen-Orient et du Grand Sahel, bien que géographiquement à sa marge. Dès 1991, le Somaliland déclare unilatéralement sa désunion d'avec la Somalie et rétablit les frontières coloniales. Le Soudan du Sud, quant à lui, proclame son indépendance et se détache du reste du Soudan en juillet 2011, aboutissant à l'établissement de nouvelles frontières internationales. Cet article présente une analyse comparative des dynamiques de sécession et de statogénèse de ces deux espaces, à la fois proches et éloignées. En effet, il met d'une part en évidence des rapports entre État dit « amputé » et État sécessionniste mais avec des conceptions centre/périphéries divergentes. Il révèle d'autre part, dans les deux cas, une réappropriation de l'histoire coloniale et de ses référents, qu'il s'agisse des bornes spatiales et temporelles des territoires concernés, ou des contours spatiaux et temporels de la citoyenneté.

La Grande Corne de l'Afrique s'avère être une région singulière. Elle est l'un des points de crise récurrents du système international depuis le xix^e siècle, pour deux grandes raisons géostratégiques : la situation de l'Éthiopie comme « château d'eau » de l'Afrique et l'accès à la mer Rouge, devenu un enjeu décisif depuis l'ouverture du canal de Suez en 1869. Par ailleurs, elle est le lieu de certains des plus longs conflits civils du xx^e siècle, et constitue aussi l'un des points d'ancrage de la rivalité Est/Ouest pendant la Guerre Froide. Elle est enfin la région du continent qui est et a été engagée dans le plus de processus de sécession, à tous les degrés. Il s'agit d'une zone laboratoire où se créent les États et où les rapports de force entre les régimes en place et les groupes armés qui les contestent conditionnent l'articulation entre le(s) territoire(s), la/les population(s) et l'autorité centrale. Elle a vu naître les seules nouvelles entités à vocation étatique en Afrique depuis les indépendances et la consécration, par l'Organisation de l'Unité Africaine, du principe d'intangibilité des frontières issues de la colonisation (1964) : Somaliland (1991, non reconnu), Érythrée (1993) et Soudan du Sud (2011). La comparaison entre ces trois entités se situe généralement autour de la reconnaissance – par l'État amputé – de l'Érythrée et du Soudan du Sud, face à la non reconnaissance du Somaliland, et désamorce de ce fait toute autre possibilité de comparaison des genèses étatiques et institutionnelles.

Nous considérons le Somaliland comme un État au sens de la définition qu'en donne la Convention de Montevideo de 1933. Il peut en effet démontrer la présence d'une population permanente (notamment par le recensement des électeurs sur l'ensemble du territoire), un territoire délimité, un gouvernement et la capacité d'entrer en relation avec d'autres États. En effet, malgré la non reconnaissance de l'État somalilandais, dans la pratique, une quinzaine d'États acceptent de poser leur visa sur le passeport somalilandais, parmi lesquels l'Éthiopie, Djibouti, le Kenya, le Rwanda, le Royaume-Uni¹. Par ailleurs, l'Éthiopie et Djibouti possèdent à Hargeisa une représentation – et réciproquement –, et l'Éthiopie est entrée dans plusieurs accords bilatéraux avec le Somaliland. La reconnaissance de cet État n'est pas un prérequis à sa définition en tant qu'État, même si elle conditionne largement sa pérennité et sa possibilité de protection dans le système international. L'article 3 de la Convention de Montevideo stipule par ailleurs que « l'existence politique de l'État est indépendante de sa reconnaissance par les autres États. Même avant d'être reconnu, l'État a le droit de défendre son intégrité et son indépendance, de pourvoir à sa conservation et à sa prospérité et, par conséquent, de s'organiser comme il l'entendra, de légiférer sur ses intérêts, d'administrer ses services et de déterminer la juridiction et la compétence de ses tribunaux.

1. Observation sur le terrain, de passeports somalilandais et des tampons et visas y figurant.

L'exercice de ces droits n'a d'autres limites que celles de l'exercice des droits des autres États conformément au Droit international »².

La question de la reconnaissance ou de la non reconnaissance est importante en ce qu'elle a des répercussions sur la manière dont un État naissant est pensé, financé, articulé, et en ce qu'elle permet de s'interroger sur les situations des États parents au moment des processus de formation des nouveaux États. Cette question souligne le rôle de la communauté internationale dans leur formation et leur construction, la reconnaissance permettant ou non un accès à des financements extérieurs pour la mise en œuvre des institutions de ces nouveaux États. Si ces bouleversements frontaliers et les processus de construction des nouveaux États sont en partie mus par l'intervention d'acteurs qui leur sont externes³, nous faisons le choix de nous attacher à d'autres points de comparaison. Il s'agit ici d'interroger ces constructions territoriale et identitaire indépendamment de ces dynamiques exogènes. Cette approche permet d'isoler les choix de ces nouveaux États en tant qu'acteurs sur des éléments essentiels de leurs souveraineté : frontières physiques et identitaires, pratiques du territoire et de la citoyenneté, relation propre, intime, avec l'État initial, parent ou amputé.

2. Si l'on considère que le Somaliland, indépendant et reconnu par une trentaine d'États à son indépendance entre le 26 juin et le 1er juillet 1960, dénonce le traité d'Union avec la Somalie, le problème juridique qui se pose actuellement est plus celui de la légalité de l'union entre Somaliland et Somalie en 1960 que celui du séparatisme ultérieur. Au regard de cette existence éphémère et de cette reconnaissance, il est difficile de parler d'une remise en cause du principe d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, le Somaliland indépendant du protectorat britannique ayant existé. Alors que l'État du Somaliland est en construction, la Somalie est considérée comme faillie et ne répond plus aux critères de la convention de Montevideo, elle n'a plus eu de gouvernement ni d'administration pendant une décennie, et ne peut de ce fait, ni entrer en relation avec d'autres États, ni produire des documents d'identité pour ses ressortissants, et n'a plus d'ambassadeurs.

3. Le Somaliland est, au moins jusqu'en 2010, l'un des outils du désaccord égypto-éthiopien, relayé par la Ligue arabe. L'Éthiopie, défend une stratégie de « building blocks » en Somalie qui permettrait de freiner la rémission d'un État somalien fort pouvant avoir de nouvelles revendications irrédentistes, mais ne peut reconnaître le Somaliland par peur de créer un « nouveau » précédent de sécession alors que les États de la Ligue arabe défendent l'un de leurs États membres, une Somalie unie. Le Soudan du Sud, sans négliger les mécanismes internes qui l'ont emmené sur le chemin de la sécession, a été un projet activement promu par la « communauté internationale ». Elle a en effet consciencieusement accompagné les deux parties tout au long du processus de paix Nord/Sud au Soudan, jusqu'à la signature du *Comprehensive Peace Agreement* en 2005, sous l'égide de leurs partenaires régionaux et internationaux (IGAD, Union Africaine, troïka-États-Unis, Norvège, Royaume-Uni).

Les territoires formant le Somaliland et le Soudan du Sud, situés à des stades inégaux de la construction de leur État, ont été animés pendant plus d'un demi-siècle par des dynamiques de marginalisation spatiale et socio-politique et/ou de faillite d'État⁴ – des dynamiques qui semblent similaires à celles qui rythment le Moyen-Orient et le Sahel à l'heure actuelle. Les recompositions territoriales de ces espaces d'étude peuvent à présent être évaluées dans une certaine mesure, et offrir une perspective éclairée et des clés d'analyse des bouleversements territoriaux et des renégociations entre États, sociétés et territoires caractérisant la région.

Cet article présente une analyse comparative des dynamiques de sécession et de construction de l'État et de ses principaux contours selon la convention de Montevideo : population, donc citoyenneté ; territoire, donc frontières et gouvernement dans ces deux espaces. La particularité d'un État issu d'une sécession étant l'existence d'un État antérieur, la présente comparaison s'attache aux rapports existants, du point de vue de l'État sécessionniste, de cet espace et de cette population avec l'État (ou État failli) dit « amputé » ou parent.

4. Selon le *think tank* américain *The Fund For Peace*, qui a publié en 2011 une liste d'« États faillis » (*Index of Failed States*) recensant 177 pays, du plus « failli » au moins « failli », le Soudan arrive en troisième position, derrière le Tchad (2) et la Somalie (1). Ce concept d'État failli demeure confus et polémique. Il définit un État failli comme inapte à contrôler l'ensemble de son territoire (et de jouir du monopole de la violence légitime), à exercer une autorité légitime et acceptée afin de prendre des décisions collectives, à subvenir aux besoins de sa population en services publics et à interagir avec la communauté internationale comme membre plein et entier de cette dernière. Cette notion, que l'on utilise pour faire référence à un État qui n'aurait pas rempli les critères objectifs de sa souveraineté, a été critiquée par Noam Chomsky qui met en évidence l'ambiguïté du concept. En relations internationales, la théorie de l'État failli procède d'autres théories relatives au dysfonctionnement de l'État : Robert Jackson développe l'idée du « quasi-État », soit un État qui tout en bénéficiant de la personnalité juridique, est dépourvu de ses principales prérogatives, à l'instar du monopole de la violence et de l'autosuffisance économique. Par conséquent, le quasi-État ne vit pas, mais survit, et ce uniquement grâce à l'intervention et le soutien de la communauté internationale. En 1995, William Zartman défend le concept d'« État effondré », soit un État corrompu, patrimonial et incapable de produire de la cohésion sociale. Enfin, en 2005 est apparue la théorie de l'« État fragile » dont l'« émergence provient spécifiquement de l'initiative d'organisations internationales ; elle n'est pas le fruit [contrairement aux deux autres] de recherches politologiques mais d'une production institutionnelle de normes ». Ces concepts sont liés aux questions de la gouvernance globale et de ses effets à l'heure de la mondialisation, comme cadre normatif exerçant une pression plus ou moins forte sur l'État-nation et influant sur ses comportements.

Ainsi, dans un premier temps, le constat de dynamiques de sécession et de construction de l'État en miroir⁵ au Somaliland et au Soudan du Sud amène à s'interroger sur des rapports dépendance/indépendance au centre très différents. Mais la comparaison, et du point de vue méthodologique, la recherche et la construction d'une réflexion commune, révèlent aussi une forme de réappropriation de l'histoire coloniale et de ses référents. Aussi les bornes spatiales et temporelles des territoires concernés et celles de la citoyenneté sont interrogées. Ces réappropriations font écho aux construits coloniaux propres à ces espaces, le Soudan du Sud ayant eu une intégration différenciée sous le Condominium Anglo-Égyptien (1899-1956), et le Somaliland ayant été sous protectorat britannique (1884-1960) pendant que la Somalie « du centre et du Sud » était, elle, une colonie italienne. Il s'agit donc, dans un second temps, de comparer les constructions territoriales originelles et originales de ces « nouveaux » territoires étatiques, et d'analyser les contours de ces nouvelles nationalités/citoyennetés, pour mettre en évidence un équilibre entre reconfigurations et statu quo.

DES DYNAMIQUES DE SÉCESSION ET DE STATOGÉNÈSE⁶ À LA LUMIÈRE DE CONCEPTIONS DIFFÉRENCIÉES AU CENTRE

La notion de séparatisme fait référence aux multiples modes d'expression du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, aux degrés variables. Cette étude adopte la position suivante : une entreprise est considérée comme séparatiste dès lors que le groupe qui l'amorce exprime des revendications autonomistes et régionalistes, ou bien sécessionnistes. Il s'agit bien ici de séparatismes en ce qu'ils entraînent une « séparation » avec le « centre » à des degrés plus ou moins importants, de manière plus ou moins radicale. Alors que l'autonomie relève davantage du compromis, la sécession (création d'un nouvel État), qui nous concerne, reste la forme d'autodétermination et de bouleversement territorial la plus radicale. En ce sens, nous nous positionnons différemment de D. Horowitz (1985), qui adopte une conception inclusive non pas du séparatisme mais de la sécession.

À partir d'éléments communs, simples à première vue – 1) un territoire, dans une certaine mesure défini, 2) des causes de mécontentement, 3) une communauté plus ou moins distincte, des États sécessionnistes par rapport à leur État initial –, trois périodes peuvent être distinguées dans les processus

5. Les deux processus sécessionnistes ont des mécanismes originels différents, convergent sur l'acte de sécession, puis les processus de construction étatique et institutionnelle divergent à nouveau. C'est l'acception donnée ici à ces dynamiques en miroir.

6. Processus de formation d'un État sur le temps long faisant intervenir l'ensemble des variables politiques et sociales.

somalilandais et sud soudanais : émergence de la contestation ou de l'idée d'un État indépendant ; le moment de la sécession ; celui de la construction du nouvel État. Ces étapes révèlent une dynamique en miroir pour nos deux objets et l'importance du rapport préexistant avec le centre au sein de l'État initial.

L'émergence et les déterminants des rébellions

Dans le cas du Somaliland et du Soudan du Sud, les germes des rébellions ont été contenus dans les constructions coloniales, dans les processus de décolonisation et dans l'histoire postcoloniale immédiate.

Ex-protectorat britannique depuis 1887, le Somaliland devient indépendant le 26 juin 1960. Après 4 jours d'indépendance, il s'unit, le 1^{er} juillet 1960, à la Somalia italienne placée depuis 1949 sous tutelle des Nations Unies, administrée par l'Italie⁷. Cette union est réalisée dans l'optique d'une unification à venir de l'ensemble des territoires somali colonisés⁸ (projet politique qui sera nommé pansomalisme). Au delà du souhait d'union né du désir d'indépendance et de la construction politique somali du xx^e siècle, la cession du *Hawd* et de la *Reserved Area* à l'Éthiopie par les Britanniques en 1955 agit comme un accélérateur du sentiment pansomali au Somaliland. Dès l'union, réalisée dans l'enthousiasme et sans revendication forte sur le partage du pouvoir (Drysdale 2010), des voix se font entendre contre le déséquilibre des pouvoirs attribués aux différents territoires. L'insatisfaction augmente particulièrement en janvier 1961 après le passage au Parlement somalien d'un acte d'union différent de la loi d'union co-signée le 27 juin 1960, et ce sans ratification du Somaliland, qui n'existe plus. Le Nord-Ouest se retrouve, après l'union, excentré par rapport à la capitale somalienne Mogadiscio dans une administration très centralisée. Mais c'est surtout avec l'arrivée au pouvoir de Siyad Barré et après la guerre de l'Ogaden (1977-1978) que se concrétise le mécontentement. Bien qu'excentré par rapport à l'administration et aux lieux de pouvoirs somaliens, le Nord bénéficie d'une rente de situation étant depuis l'Antiquité une région d'interface entre les hautes terres éthiopiennes, la péninsule arabique et le monde indien, et abritant plusieurs ports naturels, dont Berbera pour l'exportation de bétail vers la péninsule arabique. Sous le régime de Siyad Barré, il subit une marginalisation économique croissante avec la mise en place, après la guerre de l'Ogaden, d'une politique d'exclusion économique et de relocalisation des réfugiés somali d'Éthiopie, notamment du clan *Ogaadeen* (Lewis 1989), amenant à dessein sur le territoire *Isaaq*

7. Ancienne Somalia italienne, devenue territoire placé par l'ONU sous tutelle italienne en 1950 pour une période de dix ans et indépendante au 1^{er} juillet 1960.

8. Ces territoires sont avant les indépendances la Somalia italienne, le Somaliland britannique, l'Est de l'Éthiopie, le Nord du Kenya et le Territoire français des Afar et des Issa (actuel Djibouti).

(majoritaire au Somaliland) un clan avec lequel les rivalités territoriales sont anciennes⁹. L'instauration en 1980 d'un état d'urgence cristallise le mécontentement et précipite la formation en 1981 du SNM (*Somali National Movement*)¹⁰. Cette création marque l'entrée dans une décennie de guerre entre le Nord et le Sud.

Aux manœuvres politiques britanniques, éthiopiennes et italiennes pré et post indépendance, on peut ajouter la difficile jonction de deux cultures administratives d'inspiration italienne et britannique, et le rapport d'opposition aux structures traditionnelles (maintien et utilisation au Nord, destruction au Sud). Dans le cas somali, nous avons ainsi une première aspiration postcoloniale qui consiste en un mouvement d'intégration des Somali et de leurs territoires au sein d'un seul État somalien (sur la base de « un peuple, une religion, une langue » – le projet pansomali) et dont l'union Somalia/Somaliland devait être une première étape. Cette première étape se solde par deux échecs, celui de cette première union qui se confond avec l'échec à récupérer les autres territoires somali. Au fond, il n'y a pas d'échec de l'union Somalia/Somaliland, mais tout simplement un échec du projet pansomali, qui, après la défaite somalienne de la guerre de l'Ogaden, sera supplanté par un clanisme prédateur, mal camouflé par le régime de Siyad Barré, et qui frappera particulièrement le clan majoritaire du nord-ouest du pays dans les années 1980.

Au Soudan, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les colonisateurs britanniques et égyptiens entreprennent de revoir leur stratégie et de changer de politique en ouvrant les discussions avec les Nordistes et en réfléchissant avec eux, en excluant les Sudistes, aux conditions de la décolonisation. Ils envisagent une éventuelle réunification du pays alors que la politique coloniale britannique d'isolement menée jusque-là avait conduit à une division profonde du Soudan en deux espaces politiques, Nord et Sud¹¹. Les négociations d'indépendance sont amorcées à partir de 1953 et un accord est signé la même année¹². Cet accord établit sans ambages le droit du Soudan à l'autodétermination, qui prendra la forme d'une déclaration

9. Il s'agit de rivalités pastorales sur les pâturages du *Hawd* et d'expansions territoriales, instrumentalisées dans les relations britannico-éthiopiennes aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, notamment dans le cadre de la fixation de la frontière entre le protectorat britannique et l'Éthiopie en 1955.

10. Avant cela est créée la brigade *Afaraad*, émanation autonome et contestataire *Isaaq* de l'armée somalienne.

11. Avec l'unité, les Anglais espéraient contrebalancer les ambitions égyptiennes (Janquin et Labaune 2010).

12. *UK Treaty Series*, n° 47 (1953), Cmd. 8904 : accord entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et le gouvernement égyptien concernant l'autonomie et l'autodétermination du Soudan.

d'indépendance trois années plus tard¹³. Par ailleurs, il prévoit le maintien de l'intégrité territoriale du Soudan¹⁴. Khartoum menace « de la force de l'acier tout Sudiste qui osera attenter à l'unité nationale » (Prunier 1989) et procède à une politique de « soudanisation » de l'administration publique, qui se réduira *de facto* à une arabisation caricaturale des institutions¹⁵.

De cette union contrainte de partenaires aux ambitions distinctes, envisageant un avenir commun dans deux directions différentes, découlera 18 années de guerre au sein du Soudan indépendant : confronté à un gouvernement central, les Sudistes, qui forment plus tard la rébellion de l'Anyanya, prennent les armes en août 1955, avant même la déclaration officielle d'indépendance du Soudan à l'égard des Anglais et des Égyptiens. Un soulèvement armé (dans les États régionaux du Bahr el-Ghazal et de l'Equatoria, et dans une partie du Haut-Nil) auquel s'ajoutent une grande agitation sociale au Sud et des troubles raciaux visant les civils arabes (immédiatement réprimés par les forces nordistes), et qui finira par dégénérer en conflit ouvert et meurtrier autour de la question de l'autonomie à concéder au Sud. La sécession est alors clairement revendiquée. Cette première phase de guerre civile se termine avec la signature des accords d'Addis Abeba en 1972 (annexés à la constitution de 1973)¹⁶. Ils prévoient une large autonomie du Sud dans le cadre d'un État fédéral (néanmoins limitée aux plans administratif et culturel), et le fait que tout changement administratif au Sud doit au préalable être approuvé par référendum auprès des populations sudistes¹⁷.

En dépit de ces accords, le gouvernement central de Gaafar Nimeiry, pressé par Hassan al-Tourabi, alors leader du Front National Islamique, décide en 1983 d'imposer une nouvelle division administrative du Sud (séparation des trois Provinces sudistes alors unies dans une seule et même région), d'engager l'application de la loi islamique sur tout le territoire soudanais (lois dites de Septembre¹⁸). Il abroge finalement ces accords. Face à cette détermination

13. *Ibid.*, art. 9.

14. *Ibid.*, art. 5.

15. Si le principe consiste en ce que des fonctionnaires nationaux prennent progressivement la relève des administrateurs britanniques, seuls 6 postes, qui plus est secondaires, sont attribués à des Noirs du Sud. Une réalité qui serait due au fait qu'après avoir été jusque-là l'objet de politiques de régionalisation et de marginalisation systématiques, le Sud manque cruellement de cadres compétents. Une difficulté dont pâtira le Soudan du Sud indépendant dans son travail de construction de l'État.

16. Le *Southern Province Regional Self-Government Act 1972*.

17. L'Assemblée régionale élue du Sud pouvait, selon l'Accord, par un vote des deux tiers, demander au Président de la République du Soudan l'ajournement de toute loi contraire aux intérêts des citoyens de la Région du Sud (Ahmed al-Shahi 1979) ; *The Addis Ababa Agreement on the Problem of South Sudan*, art. 2.

18. Code pénal islamique et autres textes de même inspiration.

dans l'affirmation de l'arabité du Soudan et dans l'islamisation de l'État, de sa population et de l'ensemble de ses institutions, et par là dans la négation des singularités religieuses et culturelles des peuples sudistes, l'insurrection armée de ces derniers contre le régime de Khartoum, cette fois menée par John Garang de Mabior et le SPLM/A (*Sudan's People Liberation Movement/Army*), créé en 1983, peut reprendre autour d'un projet non pas ouvertement sécessionniste, mais inclusif (un Soudan uni, laïc et démocratique). Elle sera ravivée d'une part en 1989 suite au coup d'État des radicaux du FNI et du général Omar al-Bachir, qui réaffirment l'islamisation plus profonde de la société soudanaise, et d'autre part devant la poursuite des accaparements des ressources (pétrole en tête) par les élites arabes basées à Khartoum et riveraines du Nil. De cette politique résulte une dynamique instituant officiellement une différence de valeur entre les populations (arabo)-musulmanes et les populations noires de religions différentes n'ayant pas de prolongement dans la sphère sociale et politique (Delmet 1994). Cette seconde phase de guerre civile au Soudan durera cette fois plus de vingt ans et entraînera la mort de plus de deux millions de personnes¹⁹.

Dans une perspective comparatiste, on identifie une dynamique en miroir, entre rapprochements et différences. Si la marginalisation et la spoliation sont dans les deux cas les déclencheurs directs des rébellions, et si la sécession est le point de convergence des histoires du Somaliland et du Soudan du Sud, elles divergent dans leurs manifestations, qui peuvent être politique, économique, socioculturelle, raciale et/ou clanique. Marginalisation et spoliation mettent ainsi en évidence des causes profondes différentes : racisme au Soudan, clanisme et territoire en Somalie.

La sécession : une diversité des revendications pour un même dénouement

Avec 20 ans d'écart, les mouvements rebelles du nord de la Somalie et du sud du Soudan aboutissent en 1991 pour l'un, en 2011 pour l'autre, à la création d'un nouvel État. La nature des revendications menant à ces sécessions (affirmation d'une identité propre au Soudan du Sud, dénonciation d'un accord d'union non ratifié et pourtant trahi pour le Somaliland) et les moyens mis en œuvre pour y parvenir divergent cependant : autoproclamation de l'indépendance après une guerre civile destinée au seul renversement du régime au Somaliland ; annonces puis co-construction de l'indépendance au Soudan du sud.

19. Le conflit entre le Nord et le Sud au Soudan est considéré comme le deuxième conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre Mondiale (Prendergast 2007).

Pour le Somaliland, l'objectif de la rébellion contre la répression organisée par le régime de Siyad Barré n'est pas séparatiste, mais vise le renversement de la dictature. Dès son Manifesto « *a better alternative* » publié en 1981, la rébellion propose un projet politique (à l'écart des grandes idéologies qui prévalent alors à l'échelle mondiale) et pose les bases de la réalisation administrative d'un idéal démocratique, avec des propositions concernant les pouvoirs des administrations régionales en Somalie et la reconnaissance du clan comme acteur politique garant de la démocratie, modèle qui sera mis en place dès 1991. En 1991, après la victoire du SNM au Nord et l'effondrement du régime de Siyad Barré, la grande conférence des clans du Nord réunit à Burco, sous l'égide du SNM, les autorités traditionnelles de l'ensemble des clans de l'ex-Somaliland britannique, y compris ceux qui ont pris part à la guerre côté Somalie²⁰. Y est proclamé le rétablissement du Somaliland indépendant dans les frontières du protectorat britannique, à la faveur de la situation à Mogadiscio et d'un mouvement populaire à l'extérieur de la conférence (Bradbury 2008). Le territoire proclamé suit les traités anglo-italiens de 1894 pour l'Est (avec la Somalie), et les traités anglo-éthiopiens et anglo-français (les frontières avec l'Éthiopie et Djibouti ne sont pas modifiées²¹). Ce nouvel État n'a jamais été reconnu, ni par la Somalie ni par aucun État de la communauté internationale.

Quant au choix des Sud-Soudanais de faire sécession, il n'a pas été linéaire. Il résulte en réalité d'une évolution progressive de leurs positionnements politiques au gré des contingences internes et externes aux mouvements rebelles sud-soudanais, ainsi que du comportement du gouvernement central de Khartoum.

Tout au long de la première phase de guerre civile au Soudan (1955-1972), la rébellion sudiste Anyanya revendique la sécession. Les positions sudistes se sont d'ailleurs radicalisées jusqu'à former un gouvernement provisoire du Soudan du Sud en 1967. Un gouvernement, pluriethnique, qui se déclarera pour la première fois en faveur de l'option sécessionniste pour le Soudan du Sud (Collins 2008).

Le mouvement rebelle du SPLM/A de la seconde phase de guerre civile se distingue du premier en écartant, en premier lieu, le projet sécessionniste pour porter une approche globale de l'unité du Soudan, un projet de nouveau Soudan uni, démocratique et laïque qui intégrerait harmonieusement les territoires et les populations du nord et du sud du pays. Ce projet est essentiellement

20. Participation dans l'armée somalienne comme dans des milices claniques armées par Siyad Barré.

21. Fait intéressant dans la mesure où deux territoires, le *Hawd* au sud et le territoire nommé « *Reserved area* » à l'ouest cédés par les Britanniques à l'Éthiopie en 1955 avaient été à l'origine d'un ressentiment très fort au Somaliland. L'existence de territoires claniques transfrontaliers a toutefois simplifié l'installation du SNM en Éthiopie.

porté par le leader du mouvement, John Garang, et par quelques-uns de ses proches ; la tentation séparatiste n'a cependant jamais été complètement absente de l'esprit de l'ensemble des Sud-Soudanais. Le *Comprehensive Peace Agreement*, selon les dispositions duquel les signataires sont censés rendre l'unité attractive au cours d'une période transitoire de six ans, est signé en 2005 entre le gouvernement central de Khartoum et la rébellion sud-soudanaise. John Garang est alors très populaire au Nord, et se dessine la possibilité pour lui d'être élu Président d'un grand Soudan uni. Lorsqu'il revient à Khartoum après la signature du CPA, pour prêter serment en tant que premier vice-président de la République du Soudan, il est accueilli et ovationné par une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes, aussi bien Sudistes que Nordistes. Cet accueil confirme l'adhésion de la population au personnage et à son projet politique, ainsi que l'idée selon laquelle le chef rebelle avait le charisme nécessaire pour le porter, en devenant président de la République. Ce n'est qu'à sa mort, en juillet 2005, dont l'annonce a causé de violentes émeutes dans les villes du pays (Medani 2005), sept mois seulement après la signature de l'accord de paix, que le projet de sécession est choisi et défendu par les repreneurs du mouvement. Son successeur à la tête du SPLM, Salva Kiir Mayardit, dont chacun souligne le manque d'expérience et de charisme²², est désormais en charge des négociations Nord/Sud pour les six années de transition à venir. Et même s'il est resté dans les premiers temps sur la ligne politique d'un Soudan uni, il n'est pas parvenu à contenir la tendance séparatiste impulsée par une frange du mouvement du SPLM déjà non négligeable du vivant de John Garang²³.

Le projet sécessionniste est consacré en janvier 2011 par un référendum d'autodétermination qui voit la séparation l'emporter à plus de 98%. Le 9 juillet 2011 à 13h25, dans le mausolée de John Garang à Juba, devant plus de 80 délégations étrangères et en présence de plusieurs dizaines de milliers de personnes réunies sur l'immense terrain vague de la future place de la Liberté, le président de l'Assemblée nationale, James Wani Igga, proclame l'indépendance

22. Entretiens avec Gérard Prunier, Roland Marchal et S.E. Christian Bader, ambassadeur de France à Juba en 2012.

23. Du vivant de J. Garang, les premières fractures se traduisent par des affrontements armés entre les partisans de sa vision politique et les membres de troupes d'anciens combattants du mouvement de l'Anyanya : lorsqu'en 1991 le régime éthiopien communiste de Mengistu Hailé Mariam, l'allié précieux du SPLM/A pendant la guerre civile, chute, le mouvement de Garang s'affaiblit davantage. L'opposition interne au SPLM/A, menée par Riek Machar et Lam Akol, y voit une opportunité de démettre son leader et de s'éloigner de son projet politique d'un Soudan uni, pour envisager la partition comme seule alternative. Le mouvement connaît sa première scission (déclaration de Nasir) (Akol 1991; Delmet 2007).

du Soudan du Sud²⁴ sous un tonnerre de joie, de « *South Sudan, Oyee !* »²⁵ et de youyous. 193^e État à l'ONU et 54^e État de l'Union africaine, il est immédiatement reconnu par l'État amputé et par la communauté internationale. L'ex-rébellion a pris la tête d'un nouvel État indépendant. Le Soudan a donc été un territoire confronté à des dynamiques séparatistes et à la question de la reconfiguration des frontières (spatiales, politiques et sociales), depuis plus d'un demi-siècle avant la séparation.

L'analyse de l'élément faisant converger nos deux études de cas, à savoir la sécession, montre qu'elle survient au Somaliland et au Soudan du Sud par des biais différents (déclaration unilatérale ou négociations) et est accueillie de manière différente par l'État amputé et par la communauté internationale (non reconnaissance ou reconnaissance immédiate). De cet état de fait découlent des implications paradoxales dans le degré d'aboutissement des statogénèses sud-soudanaise et somalilandaise.

Aboutissement inégal des statogénèses et construction de l'appareil étatique

Pour le Somaliland, la déclaration d'indépendance marque le début du processus de statogénèse. Au Soudan du Sud, la déclaration d'indépendance de 2011 marque l'aboutissement du processus de sécession et la construction anticipée des institutions.

Au Somaliland, plus rien ne préexiste en terme de structures étatiques et le nouvel État somalilandais se reconstruit et construit ses institutions à partir de l'indépendance de 1991, dans une continuité avec les débats de fonds ayant eu lieu au sein du SNM. Cette construction est marquée par deux grandes phases. Dans un premier temps, de 1991 à 1993, le gouvernement du SNM organise, par une série de conférences claniques puis nationales, les fondements de l'État et le passage, en 1993, du pouvoir à un gouvernement civil. L'organisation interne du SNM et les propositions du Manifesto ont largement inspiré les nouvelles institutions. Le processus constitutionnel s'étire entre 1997 et 2001. La constitution est approuvée au suffrage universel à 97%. Depuis, quatre²⁶ élections présidentielles et législatives, et plusieurs élections locales ont été organisées. Une monnaie (le *Somaliland shiling*) est créée ; une armée, une police nationale et des points de frontière contrôlés (et bilatéraux) sont mis en place. Il ne manque que la reconnaissance internationale, même si des relations de fait sont établies avec Djibouti et l'Éthiopie (bureaux de représentation réciproques) et qu'une dizaine de pays acceptent de poser leur

24. Entretiens avec S.E. Christian Bader, ambassadeur de France à Juba (2012).

25. Hymne national du Soudan du Sud, écrit en 2010 par un groupe d'étudiants de l'Université de Juba, et adopté en tant que tel à l'indépendance le 9 juillet 2011.

26. La dernière élection présidentielle a eu lieu le 13 novembre 2017.

visa sur le passeport somalilandais. Pour la communauté internationale, le Somaliland est « une entité séparatiste » et, pour Mogadiscio²⁷, une région fédérée dans laquelle il n'a aucune souveraineté *de facto*. Ce qui définit par défaut un aboutissement certain de la statogénèse somalilandaise.

Bien que largement endogènes, les structures institutionnelles construites au Somaliland reflètent dans une certaine mesure l'utilisation faite par les Britanniques du système traditionnel au Nord, ou du moins leur cohabitation avec ce dernier. On retrouve avec la *Guurti*²⁸ un modèle assez semblable au modèle britannique qui consistait à coopter des élites claniques choisies, évoluant parallèlement à d'autres élites claniques parfois plus légitimes.

Dans une approche en miroir, au Soudan du Sud, les institutions sont a priori déjà pensées. Ainsi, en 2005, la signature du CPA amorce une période transitoire de 6 ans, au cours de laquelle le temps est pris (en théorie) pour penser les institutions et le fonctionnement du futur État. La constitution provisoire de 2005, qui se base sur la constitution soudanaise de 1998 et qui prévoit d'abord le Soudan du Sud comme faisant partie d'un Soudan uni, est remplacée par la constitution provisoire de la République du Soudan du Sud de 2011, qui prévoit le Soudan du Sud comme entité indépendante. Cette constitution est publiée en avril 2011, soit trois mois avant la déclaration d'indépendance du 9 juillet 2011. Les fondements et le fonctionnement même de ce nouvel État sont aujourd'hui remis en cause par une guerre civile qui a éclaté en décembre 2013 et qui révèle les faiblesses inhérentes à sa création : les dissensions politico-ethniques sont réveillées au sein de la nouvelle armée et du nouveau gouvernement, alimentées par la rivalité individuelle entre leurs deux leaders, le président Salva Kiir Mayardit, Dinka, et l'ancien vice-président Riek Machar, Nuer. Les conflits ont tué plusieurs dizaines de milliers de personnes et contraint quelques 2 millions de personnes à fuir leurs foyers et/ou leur pays. Le nouvel État sud-soudanais, pourtant reconnu, ne remplit donc plus les responsabilités qui par définition feraient de lui un État – la protection de sa population et le contrôle de son territoire.

La comparaison de ces rébellions en termes de causes, de dénouement et de processus engagés met en évidence une dynamique en miroir sur nos deux/quatre territoires : d'une diversité de racines (marginalisation politique, économique, socioculturelle, raciale et/ou clanique), les processus engagés

27. Mogadiscio a retrouvé un gouvernement en 2000 et est sorti d'un long processus de transition en 2012, malgré une guerre civile sporadique mais persistante, du fait d'une fédéralisation officielle qui reste inaboutie faute d'avoir été précédée par un règlement des conflits.

28. La *Guurti* est l'une des chambres de représentants du Somaliland, composée de représentants des clans.

par ces contestations convergent jusqu'à un même point (la sécession), pour emprunter des chemins à nouveau divergents dans la construction de leur État.

Ces causes et niveaux de statogénèse différents dessinent un premier questionnement sur la sémantique centre/périphérie et dépendance/indépendance dans les cas de sécession. Ainsi, dans son mode d'accession à l'indépendance, le Somaliland ne se vit pas comme une périphérie de Mogadiscio et peut, de ce fait, unilatéralement reprendre son destin en main en tant que centre, à cause de la faillite de l'État au Sud. Cette conception de non suprématie d'un territoire somali sur un autre est visible dans le drapeau de la grande Somalie (l'étoile à 5 branches) pour lequel chaque branche représente l'un des territoires somali colonisés, chacun à égalité de l'autre, conception égalitaire qui rappelle le fonctionnement de la société somali décrit par Lewis (1999). Quant au Soudan du Sud, il se positionne en tant que périphérie et ne commence à se penser comme État qu'une fois les accords signés avec Khartoum. Un rapport de dépendance à Khartoum a été largement construit par la périphérisation du territoire sud-soudanais tout au long du xx^e siècle.

VIEILLES FRONTIÈRES, JEUNES IDENTITÉS TERRITORIALES ?

Parler de la conception centre/périphéries nous amène à considérer les processus de formation des territoires. Dans les deux cas, on assiste à une réappropriation de l'histoire coloniale et de ses référents, soit les bornes spatiales et temporelles des territoires concernés et les bornes spatiales et temporelles des contours de la citoyenneté. La construction du Soudan du Sud s'est faite au sein d'un ensemble colonial ; Somaliland, la particularité tient de la relation clans/territoires/frontières. Les deux nouveaux États conservent une relation organique à l'ensemble pré-séparation.

La construction du territoire sud-soudanais : tensions et oscillation entre politiques de décentralisation et de différenciation, et politiques de recentralisation et d'uniformisation

Au Soudan, on est en présence, avant la colonisation, d'un espace Nord/Sud relativement intégré économiquement, au sens où les activités pastorales et la traite des esclaves auront été à l'origine d'une dynamique d'intégration des terres du Sud. Les esclaves étant les stimulateurs clés de l'économie des agriculteurs et des nomades nord-soudanais, le sud du Soudan est à cette époque une zone « de véritables campagnes saisonnières de chasse à l'homme » dans les tribus Nuba, Dinka et Shilluk, ordonnées et préparées depuis Khartoum (Prunier 1989). Cette politique de larges razzias est demeurée l'état de fait majeur lors de la domination ottomano-égyptienne (1821-1885) et jusqu'à la fin du xix^e siècle et la reconquête du territoire soudanais par les Anglais et les

Égyptiens. On assiste à des migrations forcées de centaines de milliers de Sud-Soudanais, dont la plupart restera au nord du Soudan (Vezzadini 2013).

Sous la domination anglo-égyptienne, le territoire du Sud est progressivement séparé (ou selon la vision britannique, protégé) du territoire du Nord. En 1898, le condominium anglo-égyptien met fin à la traite des esclaves. Dans les années 1920, une politique destinée à protéger activement les populations du Sud contre l'influence des peuples arabes et islamiques d'une part, et contre d'autres influences éventuelles d'autre part, à l'instar de celle des Français²⁹, est mise en œuvre. Cette politique se manifeste par une série de mesures de différenciation : en 1917, l'*Equatoria Corps*, un corps d'armée composé uniquement de soldats sudistes est formé ; en 1918, l'anglais est imposé à la région en remplacement de l'arabe ; en 1921, l'*Indirect Rule*, une politique de préservation des cultures et des structures politiques et sociales indigènes, est établi ; en 1922, le *Passports and Permits Ordinance* et le *Closed District Order* interdisent à toute personne n'en étant pas originaire d'accéder au Sud ou d'y recruter de la main-d'œuvre ; enfin, en 1925, le *Permits to Trade Order* défend aux Nordistes de réaliser un quelconque commerce avec le Sud (Delmet 1993). Si cette politique avait pour ambition première de stimuler la région du Sud, et de sauvegarder son autonomie, elle ne contribuera qu'à renforcer son isolement. Elle retribalisera de larges zones du Sud (Marchal 2004) ; elle freinera son développement socio-économique ; son agriculture en pâtira sérieusement ; elle réaffirmera enfin, les spécificités religieuses et culturelles du Sud, pour exacerber encore plus sa différence avec un Nord arabisé et islamisé. Se sont ainsi mis en place les premiers ferments d'un accroissement de la tension Nord/Sud. La frontière entre le Nord et le Sud est alors nettement tracée sur la carte et dans les esprits³⁰.

Une fois indépendant en 1956, en réaction directe à cette politique britannique de séparation, le gouvernement central de Khartoum lance la campagne de soudanisation et d'arabisation de l'État soudanais, de sa population, participant à la négation des singularités religieuses et culturelles des peuples du Sud, exacerbées pendant la colonisation. Le général Ibrahim Abboud, qui prend la tête de l'État soudanais en 1958, fera par exemple de l'arabisation la ligne directrice de sa politique et poussera la provocation en décidant de faire du vendredi le nouveau jour de repos de la semaine, en lieu et place du dimanche dans les provinces du Sud.

C'est dans ce contexte de tension entre politiques de décentralisation et de différenciation d'une part, et de recentralisation et d'uniformisation d'autre part, que se construit le territoire sud-soudanais tel que revendiqué par le

29. Fachoda (Affaire de Fachoda, 1898), qui correspond aujourd'hui à la ville de Kodok, se trouve à environ 650 km au sud de la capitale soudanaise.

30. Il est curieux que cette frontière n'ait pas été prise en compte dans les négociations d'indépendance.

mouvement séparatiste sudiste. Celui-ci, déclaré indépendant en 2011, est celui établi lors de la domination anglo-égyptienne, suite à l'application d'une politique coloniale de séparation³¹. En même temps, ces 50 années de va-et-vient politique et de conflits auront accéléré les brassages humains et les mutations culturelles, et auront ainsi paradoxalement généré des prémices de culture nationale soudanaise, à dominante urbaine. Entre 1955 et 1972, puis entre 1983 et 2005, des centaines de milliers de Sud-Soudanais fuient les combats qui rythment la guerre entre le Nord et le Sud, et s'installent au nord du Soudan, en majorité à Khartoum. Ces flux de migration forcée seront qualitativement constants et quantitativement importants tout au long de ces périodes, et en particulier dans les années 1990. Ces prémices de culture nationale soudanaise, autour de cette histoire douloureuse commune, rendent aujourd'hui difficile une séparation nette et brutale entre les populations des deux entités, même si celle-ci est institutionnellement évidente.

Somaliland : à État hybride, territorialité hybride ? Concilier le continuum spatio-clanique et l'État westphalien

Le séparatisme somalilandais est à considérer dans une relation organique au pansomalisme, en dialogue avec les évolutions politiques du xx^e siècle, notamment les traités des colonisateurs. L'État formé après 1991 construit des institutions qui intègrent à son fonctionnement d'État moderne des éléments traditionnels. Aussi, les observateurs qualifient d'hybrides les nouvelles structures étatiques (Renders 2012). Il en va de même de sa construction territoriale. Si l'État reconnaît le clan, on peut s'interroger sur la traduction spatiale de cette hybridité institutionnelle. On a à la fois un gradient historique qui peut être lu comme une suite d'unions et de désunions, et un continuum spatio-clanique qui place les clans frontaliers, jamais superposés aux frontières nationales, dans des situations successives de clans tampons.

Le Somaliland revendique les frontières héritées du protectorat britannique qui a légué une culture administrative différente du Sud. Ses frontières, avec les modalités de l'union, servent d'argument juridique à la recherche de reconnaissance en tant que frontière héritée de la colonisation et à la construction de relations de voisinage. Toutefois, bien que ces nouvelles/anciennes frontières aient un sens administratif et de relations internationales bien compris, dans les pratiques on constate entre le Somaliland et ses voisins (Somalie via la frontière avec le Puntland, Éthiopie et Djibouti), une grande mobilité des élites économiques et politiques, plus particulièrement des élites des périphéries qui jouent leur allégeance en fonction de la politique envers les périphéries. Le territoire se construit dans une couture permanente entre le

31. Certaines zones frontalières entre le Soudan du Sud et le Soudan font encore l'objet de conflits armés et de négociations (Abyei).

clanique transfrontalier et une vision plus westphalienne du territoire de l'État. Cette tension peut être lue comme la manifestation spatiale des institutions hybrides de l'État somalilandais.

La barrière étatique héritée du protectorat et des traités britanniques est ainsi questionnée par un continuum clanique : un clan majoritaire « central », dont le Somaliland est l'État d'exercice du pouvoir, et d'autres clans périphériques qui ont pour certains un autre État d'exercice du pouvoir. Pour ces clans, la frontière internationale représente une opportunité en ce qu'elle place les clans transfrontaliers dans un rôle d'interface pouvant jouir d'une rente de situation économique et administrative. Dans l'espace vécu, les frontières les plus importantes sont les frontières claniques : il est plus simple d'évoluer entre deux États en restant sur le territoire clanique que de se déplacer au sein du même État d'un territoire clanique à un autre.

Le cœur du Somaliland est occupé par le clan *Isaaq*, dont la plupart des sous-clans sont transfrontaliers et possèdent une grande partie de leur territoire en Éthiopie. Tous ces sous-clans ont été touchés par les migrations du début du ^{xx}^e siècle puis des années 1980, aussi on trouve des communautés *Isaaq* citadines importantes à Djibouti et en Éthiopie, hors de leurs territoires, mais totalement intégrées à la vie économique et politique de ces villes, directement ou indirectement.

Les clans des marges géographiques comme politiques du Somaliland sont les Issa (*Ciise*) dont le territoire s'étend à Djibouti (leur État de tutelle ou d'exercice du pouvoir) et en Éthiopie jusqu'à Dire Dawa qui constitue également une de leur ville d'exercice du pouvoir. Leur autorité traditionnelle, l'*Ugaas*, se trouve à Dire Dawa. Les *Gadabuursi*, à l'ouest du Somaliland, ont un territoire qui s'étend en Éthiopie et possèdent une importante minorité à Djibouti, mais n'ont pas d'État d'exercice du pouvoir, ou d'influence, dans le sens où nulle part ils ne constituent un clan majoritaire politiquement, mais ils sont utiles à intégrer aux jeux politiques par d'autres formes de calculs et d'alliances. Les *Dhulbahante*, transfrontaliers avec l'Éthiopie au Sud, sont totalement inclus dans les frontières du protectorat britannique négociées avec l'Italie en 1894, frontières revendiquées par le Somaliland, et sont signataires de la reprise d'indépendance du pays. En revanche, en raison de leurs liens de proche parenté avec les *Majeerteen* du Puntland voisin, qui revendiquent leur région au titre d'un grand territoire *Harti*, ils négocient l'inclusion à l'un ou l'autre, et constituent une réelle interface, pouvant être tour à tour employés dans l'une ou l'autre administration. Leurs intérêts sont néanmoins plus défendus à Mogadiscio qu'à Garoowe, dans une instrumentalisation de leur position vis-à-vis du Somaliland. On peut leur associer les *Warsangeli*, communauté *Harti* plus restreinte et vraisemblablement plus attachée à son appartenance au Somaliland.

Si dans la pratique on observe une grande souplesse, dans ses institutions le Somaliland reconnaît des frontières fixes, héritées des traités passés entre les Britanniques et leurs voisins, y compris les frontières issues des traités

anglo-éthiopiens de 1955, plus tardives et plus contestées. Le nouvel État ne change rien au modèle d'État précédent. Il semble que paradoxalement, l'État s'implante mieux lorsque la souplesse est tolérée et l'espace vécu reconnu. En revanche, lorsque la politique se crispe sur la définition des frontières comme limites fixes, dans des jeux politiques d'État central à État central plus que dans le jeu clanique, c'est là que la frontière et donc l'État, peuvent être remis en cause.

Si la marginalisation spatiale a été l'une des causes de création des mouvements rebelles, la différenciation spatiale (pas nécessairement encore marginalisation) est un construit colonial : au Soudan/Soudan du Sud, avec la définition progressive plus ou moins radicale de la frontière Nord/Sud par les Britanniques ; dans le monde institutionnel somali, avec les traités coloniaux établissant les frontières -même si parallèlement coexistent d'autres espaces politiques. Les territoires du Soudan du Sud et du Somaliland se sont ainsi structurés, au sein de ces frontières, au rythme des politiques mises en place lors de la colonisation. Finalement, les territoires ayant fait sécession sont ceux définis par le colonisateur, même s'ils sont réinterprétés par les acteurs politiques internes et même si les frontières sont dans le même temps définies, redéfinies et transgressées par la population : ceci met en évidence une réappropriation par les nouveaux États d'un premier référent colonial, à savoir les bornes spatiales.

Les contours de la nationalité/citoyenneté

Quand un nouvel État est créé, l'une des questions qui se pose immédiatement est celle de la nationalité/de la citoyenneté des peuples du nouvel État autant que des peuples de l'État amputé. Un autre rapprochement en termes de réappropriation des référents coloniaux et postcoloniaux est possible autour de la question des lois de nationalité/citoyenneté.

Les définitions légales des nationalités soudanaise et sud-soudanaise ont évolué suivant les différents temps de statogénèse des deux nouvelles entités, et elles ont été régulièrement amendées.

Depuis l'indépendance du Soudan et jusqu'à la sécession du Soudan du Sud, les lois sur la nationalité au Soudan sont établies à partir de la filiation patrilinéaire et de la naissance. En 1957 est adoptée la *Sudan Nationality Act*, selon lequel une personne est soudanaise si elle est née au Soudan, et/ou dont le père est né au Soudan, et/ou qui réside au Soudan/dont les ancêtres résident au Soudan depuis 1898 (des amendements seront faits à la loi, et cette date deviendra 1924 puis 1956), et/ou par naturalisation (après 10 ans de résidence continue au Soudan, qui deviendra 5 ans en 1994). En 2005, la *Sudan Nationality Act* est étendu à la mère, qui peut désormais, au même titre que le père, transmettre la nationalité. Il est intéressant de relever le bornage chronologique des dispositions de cette loi, soit le début puis la fin de la colonisation anglo-égyptienne (1898 et 1956).

Lorsque la sécession du Soudan du Sud se profile, la réflexion autour de la nationalité/citoyenneté se renouvelle. Pour savoir qui peut voter au référendum pour l'autodétermination du Sud de 2011, celui-ci étant finalement uniquement ouvert aux Sud-Soudanais, il est question de (re)définir les nationalités/citoyennetés sud-soudanaise et, par extension, (nord-)soudanaise. Dans cette perspective, il est pour la première fois introduit le critère ethnique. Celui-ci devient la base pour définir les nationalités sud-soudanaise et soudanaise. Selon le *Southern Sudan Referendum Act* de 2009 est sud-soudanaise une personne dont un ou deux des parents apparten(nen)t à une des communautés dites « indigènes », c'est-à-dire celles qui se sont installées au Sud en 1956 ou avant, et/ou dont l'ascendance correspond à celle de l'une des communautés ethniques du Sud³², et/ou qui a en permanence résidé au Sud, sans interruption, depuis le 1^{er} janvier 1956, et/ou enfin si l'un ou deux de ses parents ou grands-parents a/ont résidé sans interruption au Sud depuis le 1^{er} janvier 1956. De nouveau, la référence temporelle utilisée pour établir la nationalité sud-soudanaise est celle de l'indépendance du Soudan. En juin 2011, soit un mois avant la déclaration de son indépendance, le Soudan du Sud promulgue sa loi sur la nationalité, le *South Sudan Nationality Act*, basée sur les critères spécifiés dans le *Southern Sudan Referendum Act* : est sud-soudanaise une personne dont les parents, grands-parents, et arrière-grands-parents sont nés au Sud, et/ou, de nouveau, si elle appartient à une des communautés « indigènes » du Sud, et/ou si elle est née au Sud et y a résidé depuis 1956, et/ou si ses parents ou grands-parents y sont installés depuis 1956. Les Nord-Soudanais définissent à leur tour leur nationalité/citoyenneté en réaction à la loi sur la nationalité sud-soudanaise promulguée en juin 2011. Ainsi, ils amendent leur loi sur la nationalité de 1994 en août 2011 : n'est plus soudanais tout individu qui se serait vu attribuer, *de jure* ou *de facto* (même si la personne concernée ne demande pas explicitement de l'obtenir ou ne parvient pas à l'établir³³) la nationalité

32. Sans que la loi ne spécifie clairement de quelles communautés il est question, ouvrant la voie à une application discrétionnaire du texte.

33. Pour certifier son ascendance au Sud, il faut que les personnes concernées parviennent à se procurer certains documents (certificats tribaux, certificats de nationalité, laissez-passer), ce qui s'avère ne pas être chose aisée pour les Sud-Soudanais résidant au Nord (surtout après un demi-siècle de guerre civile). D'ailleurs, une équipe de la Direction de l'immigration du ministère sud-soudanais de l'intérieur, aidée par les équipes du HCR, s'est rendue à Khartoum à cette période, pour y assurer la délivrance de ces documents qui permettront aux ressortissants sud-soudanais soit de demeurer au Soudan en tant qu'étrangers, soit de quitter le Soudan et de regagner leur pays.

sud-soudanaise³⁴. Est mise en place une nouvelle carte d'identité pour les ressortissants soudanais, dotée d'un numéro national, et sur laquelle sera désormais mentionnée l'ethnie, et qui exclut donc tout Sud-Soudanais.

L'introduction du critère ethnique et ancestral comme base de redéfinition des nationalités sud-soudanaise et soudanaise, contribue au renouvellement, plus ou moins contraint, des identités individuelles, et engendre une division encore plus forte des sociétés soudanaise (Nord et Sud considérés comme un ensemble), sud-soudanaise et nord-soudanaise. Ce mode opératoire n'est pas sans rappeler celui des colonisateurs qui ont participé à la retribalisation/reethnisation des peuples du Sud. Ainsi, des centaines de milliers de Sud-Soudanais, qui décident de rester au Nord, parce que nés au Nord ou vivant au Nord depuis des décennies, se voient désormais attribuer le statut d'étranger et dans l'obligation d'être enregistrés auprès des autorités soudanaises ainsi que d'être munis d'un permis de séjour, ce qui signifie ne pas avoir les mêmes accès à l'instruction, aux soins médicaux, aux mêmes conditions de travail que les nationaux, à la propriété foncière. D'ailleurs, tout étranger n'a pas le droit de posséder des terres ou des propriétés immobilières au Soudan, comme à l'époque coloniale. Dans ce contexte créé par la mise en place de la nouvelle loi de nationalité, un contexte d'angoisses, d'incertitudes et de défiance vis-à-vis du gouvernement de Khartoum, et par crainte de voir leurs biens confisqués par le gouvernement soudanais, les Sudistes résidant au Nord ont majoritairement décidé de vendre leurs propriétés, sans toutefois en avoir jamais eu l'obligation formelle. Enfin, nombreux ont été les Sud-Soudanais licenciés, que ce soit d'entreprises privées (priées par le gouvernement de licencier leurs employés sud-soudanais) ou du service public (les forces de l'ordre étaient par exemple depuis des années le débouché de prédilection pour beaucoup de populations des régions périphériques, Darfour et Sud notamment). Répondant aux autorités de Khartoum et à la situation dans laquelle se trouvent depuis avril 2012 les Sud-Soudanais résidant au Soudan³⁵, le ministre sud-soudanais de l'intérieur, M. Alison Magaya, déclare que les Soudanais résidant au Soudan du Sud seraient à leur tour déclarés « ressortissants étrangers » à compter de la même date du 9 avril ; que les ressortissants soudanais établis au Soudan du Sud seraient enregistrés et qu'il leur serait délivré des permis de séjour temporaires ; que les

34. *Sudanese Nationality Act 1994 and Sudanese Nationality Act (Amendment) 2011*. Chapitre IV "Loss of nationality", section 1 "Revocation of nationality" : *"Sudanese nationality shall automatically be revoked if the person has acquired, de jure or de facto, the nationality of South Sudan"*. Il est permis, selon cette loi, pour les ressortissants soudanais, d'avoir une double nationalité.

35. En juillet 2011, les autorités soudanaises déclarent que les Sud-Soudanais sont considérés comme étrangers sur le sol soudanais et ont huit mois pour régulariser leur situation, notamment en ce qui concerne leurs propriétés immobilières.

ressortissants soudanais devraient désormais présenter, lors de leur entrée sur le territoire sud-soudanais un visa, en bonne et due forme. Cela concerne notamment les réfugiés soudanais au Soudan du Sud, qui constituent le groupe de réfugiés largement majoritaire (ils représentent plus de 90% de l'ensemble des réfugiés dans le pays), principalement arrivés à partir des premières offensives de la guerre du Darfour en 2011-2012. Bien que des négociations aient eu lieu entre les gouvernements du Nord et du Sud pour la mise en place de droits dont bénéficieraient les Sud-Soudanais résidant au Nord et les Nord-Soudanais résidant au Sud – relatifs aux quatre libertés (d'entreprendre, de circuler, de propriété, de résider)³⁶ -, leur mise en place demeure très discrétionnaire. La loi d'août 2011 susmentionnée formalise le harcèlement des populations sud-soudanaises vivant au Nord et la répression politique et sociale (Vezzadini 2013)³⁷. On assiste donc bien à une réaffirmation des frontières identitaires sur la base de référents coloniaux.

La citoyenneté somalilandaise est sujette aux mêmes questionnements relatifs d'une part à l'hybridité du système et à son rapport au clan, d'autre part aux références coloniales qui ont créé un réceptacle spatial et identitaire, et enfin à la vision pansomali qui a structuré une première notion de citoyenneté inclusive et a précédé la désunion.

Les citoyens somalilandais de naissance sont déterminés, selon la loi n° 22/2002 sur la citoyenneté³⁸, par leur présence ou celle d'un ascendant paternel, antérieure à l'indépendance du 26 juin 1960 sur le territoire somalilandais. Cette date, très explicite, dans le cadre de la séparation avec la Somalie, est la borne chronologique marquant la fin du protectorat britannique et la première indépendance du Somaliland, et contient en même temps une borne territoriale : cette date marque la référence au territoire somalilandais tel que construit par le protectorat, avant l'Union, et se place en opposition avec les règles très inclusives de la citoyenneté somali, construites dans une approche pansomali depuis la première constitution de 1960 et la première loi de la nationalité de 1962 et renforcée dans la constitution de 1979 dite de Siyad Barré, qui joue sur la bisémie du terme *soomaali* (qui fait référence autant à l'ethnie qu'à l'appartenance à l'État). En effet, si la constitution somalienne de 1960 se contente d'énoncer que « la Somalie doit promouvoir par tous les moyens pacifiques et légaux l'union de tous les territoires somali (...) », la loi de la nationalité de 1962 définit le terme somali

36. *Framework Agreement on the Status of Nationals of the Other State and Related Matters between The Republic of the Sudan and The Republic of South Sudan*, 2012.

37. Elles permettent notamment de réduire le champ d'action des membres du SPLM-Nord, le premier parti d'opposition au Nord, dont la très grande majorité des membres deviennent officiellement étrangers au Soudan.

38. *The Republic of Somaliland Citizenship Law*, 22/2002.

comme « toute personne qui, par origine, langage ou tradition, appartient à la nation somali, peut être considérée comme Somali », puis indique qu'est somali « toute personne dont le père est un citoyen somali, ou encore tout somali résidant sur le territoire ou à l'étranger et déclarant vouloir renoncer à une autre nationalité ». Après la guerre de l'Ogaden, la constitution de Siyad Barré joue sur la confusion en langue somali de ce qui est différencié en français par Somalien (se référant à l'État de Somalie) et Somali (ethnique), en ne nommant plus que les citoyens somali et le territoire somali en énonçant dans son article 4 « le peuple somali/somalien est un et la citoyenneté somali/somalienne est une ». Article 16, la constitution ajoute que « la République démocratique somali poursuit le but de la libération des pays somali toujours sous le joug de la colonisation qui sont accueillis dans l'unité du peuple somali », entérinant l'acception inclusive de la nationalité somali/enne.

Le Somaliland indépendant se démarque de cette vision. Deux éléments cependant font référence à un droit à la citoyenneté : la nationalité de naissance pour toute personne ayant un ancêtre paternel ayant résidé sur le territoire avant l'indépendance de 1960, qui permet d'exclure de la citoyenneté de naissance les Somaliens du Centre et du Sud installés après l'union, mais d'inclure les descendants des diasporas ou des clans transnationaux. En effet, le second élément énoncé dans l'article 3 de cette même loi précise les modalités de vérification de la citoyenneté somalilandaise d'un individu. Le premier de ces moyens est la consultation de l'autorité clanique, l'*Aqiil*, reconnu par l'État, du clan de l'individu concerné. L'*Aqiil* confirme au nom du clan l'identité de l'individu et par là même son droit à la nationalité. S'il n'est nulle part ailleurs fait mention d'une appartenance collective comme source de la citoyenneté, l'article 3 y fait une explicite référence. Derrière l'aspect bien circonscrit de la citoyenneté et la référence permanente et explicite au protectorat comme bornage spatial, humain et chronologique pour la construction de ce nouvel État, se cache subtilement une définition moins nette, peut-être hybride de l'État. Plus qu'à la relation à la Somalie « amputée », on peut rapporter cette souplesse à l'histoire des sujets et des territoires éthiopiens et britanniques au XX^e siècle, et à la majorité *Isaaq* peuplant le Somaliland. En effet, les *Isaaq*, qu'ils se soient alors trouvés sur le territoire situé en Éthiopie ou au Somaliland ou encore dans les zones tampon du *Hawd* et de la *Reserved Area*, étaient considérés comme sujets britanniques et les *Ogaadeen* comme éthiopiens : est-ce également une récupération coloniale (britannique comme éthiopienne) que la superposition d'une identité nationale et d'une identité clanique indépendamment du lieu de vie ?

Par ailleurs, si la loi précise pour la définition du citoyen « habitant sur le territoire en 1960 », elle ajoute « et avant », sans limite chronologique. La référence au protectorat se fait dans le dialogue avec les règles de nationalité de l'époque du pansomalisme. À l'exception de cette discrète référence à une citoyenneté qui pourrait être collective/clanique, le Somaliland place son droit dans l'appartenance au territoire national. Aussi, même dans le cas d'un

territoire national bien délimité, les frontières de la citoyenneté induisent un flou qui plaide dans le sens de ce continuum spatio/clanique.

Aujourd'hui, en Somalie, selon un projet de loi de nationalité de 2015, les citoyens somali/somaliens de naissance sont définis selon une chronologie inverse du Somaliland : l'indépendance reste la limite, mais la citoyenneté est donnée à toute personne étant sur le territoire somalien le 1^{er} juillet 1960 et après, puisque le territoire somalien tel que conçu dans la loi n'existait pas avant cette date. Le jeu sur le terme Somali pour définir les personnes comme le territoire demeure le même que pour les constitutions somaliennes précédentes. Comment définit-on aujourd'hui *dhulka soomaaliyeed* (terre somali) ? Est-ce toujours compris comme l'ensemble des territoires somali colonisés ? Le rapport à l'irrédentisme, non énoncé comme un but, n'est pas totalement réglé dans ce projet de loi. Aucune référence ni explicite ni implicite au Somaliland, dans la mesure où il n'existe pas aux yeux de la République fédérale de Somalie.

En dehors des droits que la citoyenneté offre au sein du Somaliland, l'utilisation de cette appartenance à un État non reconnu, est variable. Seule une quinzaine d'États du monde acceptent de poser leur visa sur le passeport somalilandais, à commencer par les voisins les plus proches, Éthiopie et Djibouti. La nationalité somalilandaise et son utilisation sont le marqueur d'inégalités au Somaliland. Il y a les personnes qui rentrent de diaspora avec des passeports occidentaux en plus de leurs passeport somalilandais : voyager s'avère sans difficulté majeure, ce qui sécurise par l'option permanente d'un départ rendu possible à tout moment. Il y a les familles qui, soit issues de clans transfrontaliers, soit par un capital social transfrontalier (liens de famille, position sociale et économique) obtiennent un second voire un troisième passeport de la région (éthiopienne ou Djibouti), et enfin, il y a ceux qui n'ont pas d'autre passeport que le passeport somalilandais. La plus emblématique est l'utilisation faite par les élites politiques du passeport somalilandais. On peut y voir trois catégories, la première étant les utilisateurs exclusifs, en voyage diplomatique, du passeport somalilandais, afin d'ouvrir de nouveaux espaces, quitte à se voir fermer des portes. On observe également les détenteurs d'un passeport britannique, suédois ou américain, qui n'utiliseront en aucun cas un passeport somalien, mais n'hésiteront pas à faciliter leurs déplacements diplomatiques par l'usage de leur « passeport diasporique ». Il y a, enfin, ceux qui n'ont pas de scrupule à utiliser, en représentation diplomatique pour le Somaliland, le passeport somalien, ce qui interpelle sur leur allégeance et leurs efforts pour la reconnaissance de l'État séparatiste qu'ils représentent.

À la différence du Soudan du Sud et du Soudan qui ont tenté d'acter leur séparation dans leurs lois sur la nationalité en construisant l'exclusion juridique réciproque des citoyennetés grâce à l'introduction du critère ethnique, on a dans le cas Somaliland/Somalie un droit somalilandais qui exclut de la citoyenneté innée les membres de l'État amputé, faisant face à un droit

somalien toujours inclusif et pansomali. Malgré la présence de nombreux réfugiés somaliens au Somaliland, la pratique semble moins douloureuse que dans le cas soudanais/sud-soudanais. Pour le monde somali, où les frontières sont une interface comme une autre, l'identité de papier n'est pas prise au sérieux dès lors que la mobilité est une nécessité.

CONCLUSION

La comparaison menée dans cet article révèle le positionnement en miroir de deux bouleversements frontaliers. Dans le cas du Soudan et du Soudan du Sud, nous sommes en présence de peuples séparés de force par le colonisateur, réunis de force par la décolonisation, qui veulent se séparer, mais n'y parviennent pas nettement. En miroir, au Somaliland et en Somalie, nous avons un peuple séparé de fait par la colonisation, formant des peuples qui ont voulu s'unir à la décolonisation, mais qui se séparent à nouveau. Du moins le Somaliland y parvient, alors que la Somalie ne se vit pas comme amputée du Somaliland qu'elle considère toujours intégré.

Ces constructions post-guerre froide de nouveaux États peuvent être interprétées comme des réactions face à l'échec du produit postcolonial au Soudan et en Somalie. Ces produits du séparatisme, au lieu de se réapproprier des référents précoloniaux, s'articulent autour de limites définies pendant la colonisation, qu'il s'agisse des frontières physiques, des contours de la nationalité et des relations centre-périphéries. Les données posées par le colonisateur, qu'elles soient spatiales ou identitaires sont réactualisées, mais comme de simples références.

Dans l'entreprise comparatiste, la réappropriation des référents coloniaux est apparue comme le point commun essentiel entre les deux nouveaux États/territoires/populations. Cette réappropriation constitue pour le Somaliland la base de la revendication de la légalité de son existence, et pour le Soudan du Sud, elle pointe l'impact profond des mesures de différenciation des espaces et des populations. La comparaison met en évidence un paradoxe intéressant : ce qui est censé être le degré le plus radical d'un bouleversement frontalier (la création d'un nouvel État) conduit *in fine* à un retour à un état de fait antérieur, soit le retour des frontières coloniales, spatiales comme identitaires.

RÉFÉRENCES

Primaires

UK Treaty Series, n°47 (1953), Cmd. 8904

Southern Province Regional Self-Government Act 1972.

Sudanese Nationality Act 1957 (last amended 1974), URL : <http://www.refworld.org/docid/3ae6b56718.html> [consulté le : 18 juin 2017].

Southern Sudan Referendum Act 2009, URL : <http://scd.rfi.fr/sites/filesrfi/Southern%20Sudan%20Referendum%20Act%202009.pdf> [consulté le : 18 juin 2017].

Sudanese Nationality Act 1994 and Sudanese Nationality Act (Amendment) 2011, URL : <http://www.refworld.org/docid/503492892.html> [consulté le : 18 juin 2017].

South Sudan Nationality Act 2011, URL : <http://www.refworld.org/docid/4e94318f2.html> [consulté le : 18 juin 2017].

Framework Agreement on the Status of Nationals of the Other State and Related Matters between The Republic of the Sudan and The Republic of South Sudan, 2012, URL : <http://www.peaceau.org/uploads/framework-agreement-on-status-and-related-matters-13-03-12.pdf> [consulté le : 18 juin 2017].

Law of Union between Somaliland and Somalia. Law no. 1 of 1960. Passed by the independant State of Somaliland's legislature on 27 June 1960, URL : http://www.somalilandlaw.com/Somaliland_Act_of_Union.htm [consulté le : 25 mai 2017]

Act of Union: Law no. 5 of 31st january 1961, URL : http://www.somalilandlaw.com/Act_of_Union_Law_No._5_of_31_January_1961.pdf [consulté le : 25 mai 2017]

Law No. 28 of 22 December 1962 - Somali Citizenship, 22 January 1963, URL : <http://www.refworld.org/docid/3ae6b50630.html> [accessed 25 June 2017]

The Republic of Somaliland Citizenship Law, 22/2002, URL : http://www.somalilandlaw.com/citizenship_law.htm#Title [consulté le : 25 mai 2017]

Jamhuuriyadda Somaliland Xeerka Jinsiyadda Lr 22/2002, URL : http://www.somalilandlaw.com/Xeerka_Jinsiyadda.htm [consulté le : 25 mai 2017]

Secondaires

Akol L., 2003, *SPLM/SPLA: The Nasir Declaration*. Bloomington : iUniverse, Inc, (1991).

Ali N. M., 2014, « Building State Capacity in a Post-Conflict Situation: The Case of Somaliland », *American International Journal of Contemporary Research*, Vol. 4, no. 1, pp. 157-170.

Bradbury M., 2008, *Becoming Somaliland*. Londres, James Currey.

Chomsky N., 2006, *Failed States: The Abuse of Power and the Assault on Democracy*. Londres, H. Hamilton : an imprint of Penguin Books.

Collins R. O., 2008, *A History of modern Sudan*, Cambridge, New York, Cambridge University Press.

Compagnon D., 1993, « Somaliland, un ordre politique en gestation ? », *Politique africaine*, n° 50, p. 9-20.

Delmet C., 1993, « Construction de l'État et conflits de nationalismes au Soudan », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 68-69, p. 87-98.

Delmet C., 1994, « Les relations Nord-Sud au Soudan », *Égypte/Monde arabe*, n° 17, p.39-77.

- Delmet C., 2007, « Un Soudan, des Soudan », *Outre-Terre*, n° 20, p. 193-212.
- Drysdale J., 2010, « Reflexions 1943–1963 », In Hoehne, M. & Lulings, V. *Peace and Milk, drought and war. Somali culture, society and politics*, Londres, Hurst and Company, pp. 19-33.
- Fontrier M., 2012, *L'État démantelé 1991-1995. Annales de Somalie*, Paris, Bibliothèque Peiresec, L'Harmattan.
- Horowitz D., 1985, *Ethnic groups in conflict*, Berkeley, University of California Press.
- Jackson Robert H., 1993, *Quasi-states: Sovereignty, international relations and the Third World*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Janquin S., Labaune, P., 2010, *Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la Commission des Affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 28 janvier 2009, sur la situation au Soudan et la question du Darfour*, Assemblée nationale, treizième législature, 3 février, n° 2274.
- Lewis I. M., 1999, *A Pastoral Democracy: A study of Pastoralism and Politics among the Northern Somali of the Horn of Africa*, Oxford, James Currey – IAI (3 éd).
- Lewis I. M., 1994, *Blood and Bone, the call of kinship in Somali Society*, Lawrenceville, Red Sea Press.
- Lewis I. M., 1989, « The Ogaden and the Fragility of the Somali Segmentary Nationalism », *African Affairs*, vol. 88, n° 353, pp. 573-579.
- Makki S. (coordonné par) et al., 2009, Dossier : La Corne de l'Afrique sous surveillance internationale, *Humanitaire*, n° 22, p. 6-72.
- Manby B., 2010, *Les Lois sur la nationalité en Afrique : Une étude comparée*, New York, Open Society Foundations.
- Marchal R., 2004, *Le Soudan d'un conflit à l'autre*, *Les Études du CERI*, n° 107-108.
- Medani K. M., 2005, *Black Monday - The Political and Economic Dimensions of Sudan's Urban Riots*, *The Middle East Report*.
- Perrier Bruslé L., 2016, « La Frontière comme construction sociale », *Questions internationales*, n° 79-80, p. 51-57.
- Pijovic N., 2014, « To Be or Not to Be: Rethinking the Possible Repercussions of Somaliland's International Statehood Recognition », *African Studies Quarterly*, vol. 14, n° 4, pp. 17-36.
- Pinauld G., 2014, *L'Or vivant des Somali. Des frontières, des troupeaux et des hommes face à la mondialisation des normes*, Thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris 8, Denis Diderot.
- Pinauld G., 2015, *Le modèle somalilandais à l'épreuve des élections de 2015, crise de légitimité ou approfondissement démocratique*, Note n° 9 pour l'Observatoire des enjeux politiques et sécuritaires de la Corne de l'Afrique, URL : http://www.lam.sciencespo-bordeaux.fr/sites/lam/files/note9_observatoire.pdf [consulté le : 18 juin 2017]
- Prendergast J., Jensen C. T., 2007, « Blowing the Horn », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 2, pp. 59-74.
- Prunier G., 1989, « Le Sud-Soudan depuis l'indépendance (1956-1989) », in Lavergne, M. *Le Soudan contemporain : de l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine*, Beyrouth, CERMOC ; Paris, Karthala, p. 381-433.

- Renders M., 2012, *Consider Somaliland: State Building with Traditional Leaders and Institutions*, Leyde, Brill.
- Roberts R., 2011/12, « The State, the Clan and Resilience in Somaliland », in *Community Resilience in Fragile Societies*, DSTL-funded project (Gordon and Manyena).
- The Fund for Peace, 2011, *The Failed States Index 2011*. Washington, DC : The Fund for Peace Publication, URL : <http://www.fundforpeace.org/global/?q=fsi> [consulté le : 18 juin 2017]
- Vezzadini E., 2013, « État, nationalité et citoyenneté au Sud-Soudan », *Afrique contemporaine*, n° 246, p. 123-124.
- Zartman William H., 1995, *Collapsed States: The disintegration and restoration of legitimate authority*, Boulder, Colo., Rienner.